

# *Les énergies renouvelables en Algérie : A quand le vrai décollage ?*

Depuis les premières expériences scientifiques, suivies de nombreuses applications spatiales et terrestres, les énergies renouvelables ont traversé des étapes méritoires. En effet, le début du siècle passé a vu les prémices de nombreux dispositifs solaires présentés pour la première fois lors de nombreuses rencontres et exhibitions. C'est le cas par exemple du 'four solaire' conçu par Auguste Mouchot, et présenté lors de l'Exposition Universelle de Paris en 1878. Cette vision devint même réalité puisque une Héliodyne (concentrateur solaire) fut installée vers 1954 par Maurice Touchais au siège actuel du CDER. C'est pratiquement à la même période (1958) que fut lancé le premier satellite Vanguard (USA) alimenté par des cellules photovoltaïques. Ce n'est que vers la fin des années 60 que commencèrent les programmes de démonstration des énergies renouvelables à travers le monde. C'était la phase de 'l'acceptabilité' de diverses formes d'énergies : solaire (électrique ou thermique), géothermique, éolienne, biomasse...etc. Plus tard, et grâce à de nombreux résultats probants, c'est carrément des industries qui se sont développées. L'engouement pour les énergies renouvelables aujourd'hui n'est plus une vue de l'esprit. C'est plutôt une volonté qui est traduite par des politiques énergétiques clairement affichées voire soutenues par des stratégies ambitieuses chiffrées et surtout financées. Les bons exemples ne manquent pas : le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Espagne, le Danemark, l'Islande...etc. Le plus récent nous provient du nouveau président des Etats-Unis qui quelques jours après son investiture n'hésita pas à doper les énergies renouvelables quand bien même que son pays soit en pleine crise financière. C'est dire que le temps n'est plus de savoir si les énergies renouvelables sont viables économiquement, mais plutôt de voir comment gagner plus de parts dans le marché mondial de l'industrie renouvelable.

L'Algérie, et contrairement à ce qu'on pourrait penser, a pendant plusieurs années été en phase avec les développements cités plus haut. En effet, et depuis la colonisation déjà, notre pays a été le réceptacle de nombreuses expériences dans le domaine des énergies renouvelables. A titre illustratif on peut citer : le four solaire, l'éolienne d'Adrar, les cadrans solaires, les nombreux distillateurs solaires ainsi que les nombreuses éoliennes de pompage d'eau installées tout le long de la steppe. A l'indépendance aussi ce sont carrément des programmes nationaux qui ont vu le jour. C'est le cas du Programme Grand Sud (1985-1990), du Programme des 20 villages solaires et surtout du Programme National de R/D en énergies renouvelables.

Cependant, et malgré ces louables actions force est de constater qu'aujourd'hui notre pays a du mal à suivre l'évolution dans ce domaine vital tant sur le plan stratégique que sur le plan économique. Il est à notre sens impensable qu'un pays choyé par un niveau d'irradiation solaire des plus élevés du globe, ne puisse pas disposer d'une industrie solaire propre qui produise des modules photovoltaïques ou des capteurs thermiques, pour ne citer que ces deux dispositifs. Pire encore, alors que notre pays est engagé dans des dynamiques énergétiques régionales, tel le Plan Solaire Méditerranéen ou le projet Desertec on ne connaît pas encore avec précision le budget alloué aux énergies renouvelables. Il est tout aussi vrai que le développement de ces énergies propres en dehors de nos frontières, sécurité énergétique Européenne oblige, ne doit en aucun cas occulter l'encouragement d'une activité industrielle bien établie chez nous. Ceci pour dire, que les bonnes intentions doivent laisser place à une approche plus calée aux spécificités socio-économiques de l'Algérie. A notre sens, ce qui fait défaut ce sont plutôt des mesures incitatives réelles qui toucheraient toute la société : le citoyen, l'investisseur et l'industriel et même le chercheur. Qui de nous ne voudrait pas d'un chauffe eau solaire ou un générateur photovoltaïque sur le toit de sa maison ? Qui parmi les investisseurs ou industriels existants n'a pas émis le souhait de passer à une phase de production des équipements en Algérie ? Qui des nombreux chercheurs dans le domaine ne voudrait pas breveter un concept, un dispositif nouveau ou même créer une PMI-PME technologique à haute valeur ajoutée ?

La réponse à ces nombreuses questions ne peut être obtenue qu'à travers la mise en place de mécanismes financiers nouveaux et des mesures incitatives réelles, permettant d'induire une dynamique de marché ô combien porteuse de richesse et créatrice d'emplois en ces durs moments de crise financière mondiale. A notre avis, il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais plutôt de profiter de l'expérience de nombreux pays (aussi bien développés qu'en voie de développement) qui nous ont devancé dans ce domaine. A ce titre l'exemple de Masdar (Abu-Dhabi) ou la ville des pôles technologiques renouvelables avec 0% d'émission de CO2 nous semble tout à fait digne d'être cité comme référence.

*Dr Sifeddine LABED*  
Directeur de la Rédaction